CPI : le retrait du Burundi, un "recul"

BBC Afrique, 18 octobre 2016 Le prÃ©sident de l'assemblÃ©e chargÃ©e des dÃ©libÃ©rations de la Cour pÃ©nale internatior Sidiki Kaba (photo), s'est dit "prÃ©occupÃ©" par la dÃ©cision du Burundi de se retirer de cette juridiction. "Le retrait d'un Etat (â€¦) constituerait un recul dans la lutte contre l'impunitÃ©", a averti M. Kaba dans une dÃ©claration publiÃ©e sur le site Internet de la Cour.

Sidiki Kaba, actuel ministre sÃ©nÃ©galais de la Justice, "invite les autoritÃ©s burundaises au dialogue" avec la Cour pÃ©nale internationale. Mercredi dernier, le Parlement burundais a adoptÃ© une loi en faveur du retrait du Burundi du statut de Rome, le texte juridique par lequel la CPI a Ã©tÃ© crÃ©Ã©e. Cette juridiction, dont sont membres 124 Etats, est chargÃ©e de juger le crime de gÃ©nocide, les crimes contre l'humanitÃ© et les crimes de guerre. L'an dernier, les chefs d'Etat de l'Union africaine ont approuvÃ© une proposition en faveur du retrait en bloc des pays africains de la CPI. La Cour est souvent accusÃ©e de poursuivre injustement des dirigeants africains. CPI : le Burundi fait un pas de plus vers la sortie BBC Afrique, 18 octobre 2016Le prÃ©sident burundais a promulguÃ© mardi la loi votÃ©e par le Parlement de son pays en faveur du retrait du Burundi de la Cour pÃ©nale internationale (CPI). "La prÃ©sente loi entre en vigueur le jour de sa promulgation", lit-on dans une copie du texte signÃ© du chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, et datÃ© de ce 18 octobre 2016. Il ne reste maintenant au Burundi qu'Ã notifier Ã l'ONU sa dÃ©cision pour lancer formellement le processus de retrait de la CPI. Le retrait devrait prendre effet un an aprÃ¨s la date Ã laquelle la notification aura Ã©tÃ© reÃ§ue par les Nations unies. Le Burundi est le premier pays Ã se retirer de cette juridiction internationale. "Un recul dans la lutte contre l'impunitÃ©" Les autoritÃ©s burundaises reprochent Ã la CPI d'avoir ouvert une enquÃªte prÃ©liminaire sur les violences consÃ©cutives Ã la dÃ©cision de Pierre Nkurunziza de briguer un nouveau mandat prÃ©sidentiel en 2015. Ces violences ont coÃ»tÃ© la vie Ã quelque 500 personnes et ont poussÃ© des milliers de Burundais Ã quitter leur pays. Le prÃ©sident de l'assemblÃ©e chargÃ©e des dÃ©libÃ©rations de la Cour pÃ©nale internationale, Sidiki Kaba, s'est dit "prÃ©occ par la dÃ©cision du Burundi de se retirer de cette juridiction. "Le retrait d'un Etat (â€¦) constituerait un recul dans la lutte contre l'impunitÃ©", a averti M. Kaba dans une dÃ©claration publiÃ©e sur le site Internet de la Cour.